

# Le 16, un traquenard pour le MR ?

**En offrant le poste de Premier ministre à la famille libérale, N-VA et CD&V piègent le MR. Car le prix à payer promet d'être lourd et la fonction, moins décisive que par le passé, sera surexposée dans une période difficile. Les libéraux francophones sont pourtant prêts à assumer leurs responsabilités.**

Par **Olivier Mouton**

**A**u MR, on ne cache pas son enthousiasme, même s'il est teinté d'appréhension. Charles Michel pourrait offrir au parti – et à lui-même... – le poste de Premier ministre s'il mène à bien sa mission de coformateur et permet à la coalition suédoise de voir le jour, vraisemblablement à la fin du mois. Un boulevard pour le « 16 » s'ouvre aux libéraux francophones depuis que le CD&V a renoncé à la fonction pour Kris Peeters le jeudi 4 septembre, privilégiant dans des circonstances dantesques le poste de commissaire européen pour son ex-présidente Marianne Thyssen, au nez et à la barbe du candidat pressenti, le MR Didier Reynders.

## **Une rupture historique**

Un libéral francophone au 16, rue de la Loi ce serait une rupture symbolique supplémentaire pour cette majorité

### **LE FORUM DE MIDI**



Réagissez à notre dossier « Le 16, un traquenard pour le MR ? », ce lundi 15 septembre, de 12 à 13 heures, sur La Première. Olivier Mouton, du Vif/L'Express, y est l'un des hôtes de l'émission participative de Fabienne Vande Meerssche.



**PREMIER MINISTRE** Charles Michel tient la corde pour occuper le 16, rue de la Loi, depuis le retrait de Kris Peeters. Un fameux risque.



NICOLAS MAETERLINCK/BELGAINAGE

inédite alliant N-VA, CD&V, Open VLD avec le seul MR. La dernière fois qu'un libéral francophone fut Premier ministre, c'était en 1937 avec Paul-Emile Janson. Un francophone n'a plus succédé à un autre francophone à la tête du pays depuis 1965, quand le catholique Paul Vanden Boeynants avait relayé son collègue Pierre Harmel – mais à l'époque, les partis étaient encore nationaux. Aucun libéral ne parle de « revanche », mais la perspective de voir un MR remplacer Elio Di Rupo à la tête du fédéral, sans le PS pour la première fois depuis 1988, comble d'aise un parti blessé d'avoir été une nouvelle fois rejeté dans l'opposition dans les Régions par le PS et le CDH.

« Nous ne nous attendions pas du tout à ce que le CD&V fasse l'impasse sur le 16, commente un proche du président, Charles Michel. Le poste de Premier ministre n'avait jamais fait partie de nos plans. Quand on a pris acte de cette nouvelle donne, dans un premier temps, nous avons eu peur parce que l'on mesure les risques d'une telle fonction. Mais qui n'ose rien n'a rien. Diriger cette équipe, ce serait cohérent avec notre volonté de prendre nos responsabilités. Nous souhaitons inventer avec la suédoise une nouvelle logique fédérale, sans majorité dans les groupes linguistiques. Alors, autant être à la manœuvre ! »

### « Un piège qui se referme »

Dans les rangs de la future opposition fédérale francophone, on tire pourtant la sonnette d'alarme. Attention, danger ! Si le MR s'empare du 16, rue de la Loi pour diriger la suédoise, cela risque d'être « une très mauvaise nouvelle pour les francophones ». Pour atteindre le Graal de la politique belge, les libéraux francophones devront en effet multiplier les concessions sur le fond, affirment tant le PS et Ecolo que le FDF et, dans une moindre mesure, le CDH. Ultraminoritaire au sein de la coalition, seul francophone face à la N-VA, au CD&V et à l'Open VLD, le parti de Michel et Reynders deviendrait la marionnette des exigences flamandes.

« Ce poste de Premier ministre est un piège, clame à qui veut l'entendre Olivier Maingain, président du FDF. L'étau va vite se resserrer sur celui qui va occuper la fonction. » A ses yeux, le MR risque d'être victime du « supplice chinois de l'étouffement progressif ». La métaphore est pratiquement la même dans les rangs socialistes : « Le MR avait commis une erreur historique en ouvrant un boulevard au fédéral pour un parti séparatiste et là, il aggrave son cas car les partis flamands vont l'étouffer petit à petit. La phase de suffocation a commencé. »

Olivier Deleuze, secrétaire fédéral d'Ecolo, n'est pas en reste : « Cette fois, le Premier ministre francophone représente une petite minorité dans sa communauté, et il se retrouve face à une masse flamande impressionnante. Or, il y a deux façons de faire éclater le pays : défaire la Constitution ou, plus simplement, détricoter les mécanismes de solidarité. Nous y voilà... » Seul Benoît Lutgen (CDH) est plus mesuré : « Un Premier francophone, cela permettrait peut-être de rééquilibrer un peu la suédoise... » ●●●



**MARIANNE THYSSEN** Le CD&V a choisi : sa candidate sera commissaire européenne.

MICHEL GOUVERNEUR/REPORTERS

●●● **Une fonction « à hauts risques »**

Pour les académiques que nous avons interrogés, le poste de Premier ministre est plus que jamais une fonction « à hauts risques », a fortiori dans une coalition « compliquée » comme risque de l'être la suédoise, dans un contexte socio-économique délétère. « Un parti éprouve davantage de difficultés à défendre ses positions quand il occupe le 16 parce qu'il doit faire la synthèse entre les points de vue des partenaires, souligne Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Cela peut l'amener à faire davantage de concessions pour protéger son Premier ministre. Cela peut aussi poser un problème au MR s'il veut retirer la prise pour défendre

**« Le plus grand risque que court la suédoise, c'est de mettre en place un gouvernement au sein duquel Bart De Wever ne serait pas présent »**

les intérêts francophones, même si je suis circonspect quant à l'utilité de ce type de menace. »

« Le poste de Premier ministre n'est plus ce qu'il était, complète Carl Devos, politologue à l'université de Gand. Il pèse beaucoup moins lourd qu'auparavant, a fortiori avec l'émergence des Régions. Dans cette coalition particulièrement, les vice-Premiers ministres N-VA, CD&V et Open VLD auront beaucoup de pouvoir. » Dave Sinardet, politologue à la VU, acquiesce et ajoute : « La N-VA refuse

le poste de Premier ministre pour une question de principe, nationaliste. Le CD&V est traditionnellement un parti du centre mais dans cette suédoise, il en sera le parti le plus à gauche et doit tenir compte de ses piliers syndicaux et mutualistes. Ces deux partis ont renoncé au 16 dans l'espoir de pouvoir obtenir davantage de choses sur le fond... Quant à l'Open VLD, il est indispensable après avoir été invité en dernière minute... »

Officiellement, le ministre CD&V Koen Geens réfute l'idée selon laquelle son parti serait à la recherche de « trophées de gauche », mais il a déjà modifié sa ligne de négociation depuis le retrait de Kris Peeters, notamment dans le domaine fiscal. La N-VA, elle, « n'a pas encore obtenu de grandes victoires symboliques et peut être tenté de faire monter la pression en fin de négociations », estime Carl Devos. N-VA et CD&V pourraient en outre réclamer des modifications dans le fonctionnement du gouvernement, notamment en exigeant que le Premier ministre fasse partie du quota francophone, ce qui remettrait en cause la traditionnelle parité au sein du Conseil des ministres. Pascal Delwit avertit encore : « Le plus grand risque que court la suédoise, c'est de mettre en place un gouvernement au sein duquel Bart De Wever ne serait pas présent. En marge, il pourra toujours être déloyal et porter son propre agenda. » Au fond d'elle-même, la N-VA rêve encore et toujours de confédéralisme (*lire aussi l'interview du cofondateur de la N-VA, Eric Defoort, en pages 24 et 25*).

Si la N-VA et le CD&V ont dit « non » au 16, c'est aussi parce que les partis flamands estiment désormais que la fonction de Premier ministre est électoralement dangereuse et politiquement instable. « Guy Verhofstadt et l'Open VLD, Yves Leterme, voire Elio Di Rupo ont vu ce qu'il en coûtait d'être Premier ministre en perdant des plumes aux élections suivantes », note Carl Devos. La petite phrase de Bart De Wever selon laquelle celui qui passe par le 16 en ressort avec 16 % est sans doute exagérée, mais elle trotte dans bien des têtes. Herman Van Rompuy, lui, avait préféré prendre la poudre d'escampette en 2011 pour rejoindre les cieux étoilés de l'Europe.

### Un « arbitre déterminant »

Le MR est-il entré dans une logique autodestructrice ? « Ce défi peut paraître effrayant, c'est vrai, reconnaît cet acteur de premier plan du parti libéral. Mais il peut aussi s'avérer très payant. Nous sommes dans une configuration où le MR représente la synthèse parfaite des positions qui sont autour de la table sur le plan socio-économique. C'est bien plus simple qu'avec le PS. Les discussions entre experts se passent bien, y compris avec ceux de la N-VA. Nous sommes conscients des dangers et des éventuels agendas cachés, mais en cinq ans, les thèses nationalistes pourraient aussi se dissoudre dans la participation gouvernementale au fédéral. »

« Le poste de Premier ministre a aussi des avantages que les détracteurs de la suédoise oublient de mentionner, ex-

plique Pascal Delwit. Classiquement, il fait les arbitrages, ce qui est très important. C'est quelqu'un qui peut bloquer les dossiers. Or, toutes les propositions plus ou moins "radicales" passent par sa chancellerie. Il ne faut pas non plus oublier qu'il est le principal représentant de la Belgique à l'extérieur : il siège au sein de l'Union européenne, à l'Otan,

à l'ONU, où des décisions importantes sont prises pour notre pays. Enfin, les locataires du 16 bénéficient quand même de la notoriété de la fonction, surtout de l'autre côté de la frontière linguistique. On a oublié combien Guy Verhofstadt ou Yves Leterme étaient mal aimés ou peu connus du côté francophone avant de devenir Premiers. »

### « Cela ne se refuse pas »

Pilier du MR et père de l'actuel président, Louis Michel laisse entendre que son parti, cette fois, ne laissera pas filer l'occasion. « Le 16, rue de la Loi est une mission qui ne se refuse pas, déclare-t-il. Si un francophone peut avoir le poste de Premier ministre, c'est important. » « En 1999, Louis avait fait tout le travail préparatoire quand Guy Verhofstadt est finalement de-

venu Premier ministre, précise un ponton du MR. Une telle possibilité ne se présente pas plusieurs fois dans la vie d'un parti. Il faut y aller... »

« Charles Michel mérite de devenir Premier ministre, c'est lui qui a porté toutes les négociations, estime un autre libéral. Mais il n'est pas impulsif comme son père, il est pragmatique, consciencieux et prudent. Il n'acceptera la fonction pour lui-même ou pour le parti que s'il a obtenu les garanties suffisantes. »

Se pourrait-il que le MR renonce encore au 16, par crainte de tomber dans le piège ? « S'il a le poste de Premier ministre, le MR sera le quatrième à choisir son premier ministre, rappelle Pascal Delwit. Cela signifie qu'il risque de devoir abandonner à ses partenaires les trois ministères cruciaux dans le domaine socio-économique : Budget, Finances, Affaires sociales. Il doit bien mesurer ce choix. » « Je n'exclus pas qu'en dernière minute, on mette le poste dans la balance si c'est pour obtenir une avancée de fond qui nous tient vraiment à cœur, conclut ce ténor du MR. Kris Peeters pourrait encore revenir, par la bande. Mais la plus grande probabilité, désormais, c'est quand même que l'on "monte"... » « Monter au 16 » : l'expression, formulée avec un accent de fierté, en dit long sur le désir qui grandit dans les rangs du MR. Contre vents et marées. En faisant fi des cris d'orfraie qui s'élèvent du côté francophone. ● O.M.



**DE WEVER** Le leader de la N-VA préférerait un Premier flamand. Le MR devra payer le poste.

DIDIER LEBRUN/PHOTO NEWS



**HISTORIQUE** Le dernier Premier libéral francophone, Paul-Émile Janson en 1937.

BELGAIMAGE